

Publié le 9 novembre 2018

École de la confiance : du pragmatisme, mais pas de vision

«Les pays qui vont bien sur le plan scolaire sont des pays où la société a confiance en son école», affirme Jean-Michel Blanquer. Depuis son installation rue de Grenelle, le ministre de l'Éducation nationale n'a cessé de parler de cette confiance, jusque dans le dispositif prévu dans son récent plan d'action «pour une École de la confiance». Mais suffit-il d'accumuler un certain nombre de mesures de bon sens pour refaire de l'École le lieu de transmission des connaissances qu'elle devrait être ?

Il y a quelques mois, le ministre de l'Éducation nationale annonçait à grand renfort d'annonces médiatiques de nouvelles orientations sous le titre «Un an d'action pour une École de la confiance». La lettre que Jean-Michel Blanquer écrivait alors pour présenter sa démarche donnait les grandes orientations et dévoilait ainsi quelques intentions en tension : «C'est parce que l'École se place à l'avant-garde du progrès social, en transmettant des connaissances et des valeurs, qu'elle réalise concrètement la promesse républicaine. La République place en son cœur la fonction de professeur, qui incarne le principe de transmission des savoirs et des valeurs.»

Un ensemble de mesures disparates et pragmatiques

On trouve pêle-mêle dans ce dispositif le dédoublement des classes de CP, le principe des «devoirs faits», les évaluations en début de CP et de 6^{ème}, le soutien pour la lecture, la scolarisation des situations de handicap, la valorisation des langues vivantes, le renforcement de l'aide à l'orientation, le respect du principe de laïcité, un encadrement des ouvertures d'établissements hors-contrat, la lutte contre toutes les formes de harcèlement, l'interdiction du téléphone portable au collège ou encore la création de places supplémentaires en internat.

Si l'on peut observer le caractère un peu disparate d'une telle liste de décisions, il est néanmoins incontestable que certaines orientations vont dans le bon sens, dans tous les sens du terme «bon sens». Il semble que le pragmatisme l'emporte désormais sur l'idéologie. Il est heureux par exemple que les collégiens soient enfin libérés de cette addiction au téléphone portable que l'on devrait appeler plus spécifiquement «smartphone», car c'est bien de cela qu'il s'agit. S'il ne s'agissait que de téléphones pour communiquer, le problème serait de moindre gravité, mais ces appareils ouvrent une grande baie sans tain sur l'univers d'internet avec toutes les applications que l'on connaît et toutes les sollicitations dont nos adolescents sont l'objet.

**Il semble que le pragmatisme
l'emporte désormais sur
l'idéologie**

Il est heureux aussi que la lecture devienne une priorité éducative. Les textes récents du Conseil national des programmes (CNP) insistent avec force sur le type de lecture et sur les repères chronologiques qu'il convient de transmettre aux élèves pour qu'ils puissent construire les fondamentaux culturels qui leur ouvriraient davantage la compréhension du monde et la capacité à penser avec des mots.

À propos des internats, même si cela est présent depuis de nombreuses années dans les textes ministériels, il est probablement indispensable d'offrir à certains jeunes la possibilité d'être protégés de leur environnement social par la sanctuarisation de la scolarité que permet le rythme de l'internat. Mais, sur ce point, il convient de s'interroger sur le projet éducatif de ces internats et sur la formation des encadrants. Nous savons à quel point les cinq jours et nuits d'une semaine en internat peuvent être le creuset du meilleur ou du pire, en fonction du règlement qui est appliqué et de l'accompagnement qui est mis en place.

Dans le domaine de la lutte contre le harcèlement, sujet désormais récurrent, le ministre propose la mise en place d'ambassadeurs dans les collèges et les lycées. Ces «élèves ambassadeurs» de la cause seront choisis parmi leur pairs et auront pour mission de développer un climat de tolérance dans leur établissement en facilitant un lien de confiance, lien qui semble ne plus exister entre les élèves et les adultes. Cela semble être une réponse quelque peu idéaliste, qui refuse de s'attaquer à la cause de l'échec. S'il existe tant de tensions et de violences de toute sorte, c'est avant tout parce que l'autorité de la «tête» est sapée par une juridisation des relations entre les parents et la direction des établissements. Dans de nombreux endroits, les principaux ou les proviseurs ne peuvent plus faire appliquer strictement les règlements intérieurs, et les professeurs se voient insultés ou menacés, parfois avec armes, et cela en toute impunité. Quand un élève est exclu d'un établissement public, il faut bien que l'on puisse le re-scolariser immédiatement dans un autre établissement public. Le principe de «la patate chaude» a ses limites. La lutte contre le harcèlement et contre toutes les formes de violence doit être avant tout l'effet d'une autorité, de la direction, et donc des professeurs qui doivent pouvoir s'appuyer sur celle-ci pour fonder la légitimité de la leur.

Une réforme qui ne s'attaque pas aux causes des maux

D'une manière générale, la démarche du ministre Blanquer pour «une école de la confiance» semble bien séduisante dans les intentions, mais elle apparaît malheureusement sans cohérence d'ensemble, car elle ne s'attaque pas aux causes des maux. Certes, l'École ne peut pas tout faire et remplacer les parents, certes il est anormal que l'on s'interroge sur la présence policière dans les établissements scolaires, mais une société vaut bien souvent ce que vaut son éducation, et quand ce n'est pas encore le cas, cela ne tardera pas à se produire.

La démarche du ministre
Blanquer semble bien séduisante
dans les intentions mais apparaît
malheureusement sans cohérence
d'ensemble

Dans la vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux en octobre dernier mettant en scène un adolescent menaçant son enseignante avec une arme au poing, ce qui est le plus choquant, ce n'est

pas le comportement de ce garçon, mais celui de cette femme qui semble accoutumée et lassée par ce comportement. Elle ne semble pas terrorisée, mais elle reste assise en faisant un geste pour qu'il retourne à sa place, comme pour dire à son élève de la laisser faire son travail.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Dans de telles conditions, comment être dans la confiance quand on est professeur ? Il serait temps de réaffirmer quelques règles claires et de sanctuariser les établissements scolaires pour éviter d'en faire des prolongements de ce que vivent certains élèves dans leur vie sociale (violence, trafics, fanatisme, etc.). Cette sanctuarisation peut effectivement passer par l'interdiction du téléphone portable, mais aussi par le port d'une tenue scolaire obligatoire en primaire et au collège, par des cours de savoir-vivre en cycles 3 et 4, et par la mise en place d'écoles des parents pour faciliter la cohérence entre l'École et la famille. Ces quelques mesures pourraient, me semble-t-il, permettre de travailler un peu sur les causes.

Quand le ministre affirme que «la République place en son cœur la fonction de professeur qui incarne le principe de transmission des savoirs et des valeurs», il sait malheureusement bien que c'est très peu le cas, et que l'autorité des professeurs est trop souvent écornée, voire contestée, par les enfants et leurs parents. En revanche, il est intéressant de retenir le terme de «transmission» utilisé par le ministre pour signifier la mission des professeurs. Dans son livre *Les déshérités ou l'urgence de transmettre*¹, François-Xavier Bellamy affirme que la mission première de l'Éducation nationale devrait être la transmission des connaissances et non la recherche de compétences. J'ai la faiblesse de penser que Monsieur Blanquer a lu ce livre et qu'il sait que cet enjeu est central. Mais, pour avancer sur cette voie, il faudrait accepter la notion même de «maître» pour mieux stabiliser celle de disciple et donc de discipline.

La nomination récente de Madame Souad Ayada à la tête du Conseil national des programmes va dans ce sens. Cette agrégée de philosophie, inspectrice générale, fille d'immigrés, qui affirme tout devoir à l'École de la République, ne ménage pas sa peine pour réaffirmer quelques fondamentaux disciplinaires comme la temporalité de l'histoire des hommes ou de la littérature. La directrice du CNP se bat pour que la grammaire fasse l'objet dès le primaire d'un enseignement systématique approfondi, considérant que sans grammaire, on ne peut pas penser. Bon sens ! Pourtant bien oublié depuis des décennies... Cependant, pour aller plus loin, il serait bon que les théoriciens des programmes et de la pédagogie s'interrogent sur «l'architectonisme du savoir» et sur les réflexions médiévales concernant les Arts libéraux² organisés en Trivium et Quadrivium.

Sans rêver d'un retour à l'organisation médiévale de l'École, il serait intéressant de relire les choix que firent les anciens pour telle matière plutôt que telle autre dans le cursus général. L'articulation des disciplines les unes par rapport aux autres a besoin d'être finalisée par une définition juste du savoir et de la culture. Alors l'École pourrait devenir le temps et le lieu de la «confiance».

1 - François-Xavier BELLAMY, *Les déshérités ou l'urgence de transmettre*, Plon, 2014..

2 - Les sept Arts libéraux désignaient la matière de l'enseignement des lettres latines et des sciences dans les écoles de second niveau de l'Antiquité, qui se poursuivit sous diverses formes au Moyen Âge. Ce corpus d'enseignement fut généralisé dans l'Europe occidentale par Alcuin (730-804), conseiller de Charlemagne, qui fut le responsable des réformes scolaires supérieures de l'Empire carolingien. Les arts libéraux se divisaient en deux degrés : le Trivium (grammaire, dialectique, rhétorique) et le Quadrivium (arithmétique, musique, géométrie, astronomie) définis ainsi : «La Grammaire parle, la Dialectique enseigne, la Rhétorique colore les mots, la Musique chante, l'Arithmétique compte, la Géométrie pèse, l'Astronomie s'occupe des astres».

Confiance dans les adultes qui transmettent et ordonnent les savoirs et les règles de la vie, confiance dans sa pensée structurée par des mots justes et des phrases, confiance dans l'avenir par la construction d'un sens donné à sa propre vie, confiance dans les autres cultures par une étude critique et rationnelle des diverses cultures et par une connaissance amoureuse de notre propre culture.

François-Xavier Clément

Directeur de l'ensemble scolaire Saint-Jean-de-Passy (Paris 16^e)

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr